



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Discussion générale sur le projet de loi de finances pour 2022**

**Discours de Bruno Le Maire,**

**ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

***Sénat***

*Jeudi 18 novembre 2021*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Madame la Présidente,

Monsieur le Président de la commission des finances,

Monsieur le Rapporteur général,

Monsieur le Ministre, cher Olivier Dussopt,

Je vous propose de laisser à une prochaine séance, qui sinon risque d'être longue et houleuse, la discussion sur l'organisation institutionnelle du pays.

Je suis gaulliste, j'ai des convictions gaullistes, et sur le sujet de la place du Sénat et du fonctionnement de nos institutions, j'ai une conviction qui ne me paraît pas utile de rappeler lors de la présentation du projet de loi de finances.

Je vais me concentrer sur ce qui, aujourd'hui, intéresse le débat les résultats économiques de la France.

Nos résultats économiques sont là : 6,25 % de croissance prévue pour l'année 2021, 4 % pour l'année 2022. J'ai reçu ce matin le Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui lui a une évaluation plus optimiste de la croissance française puisqu'il l'évalue à 6,8 % pour cette année et à 4,2 % pour l'année 2022. Les investissements des entreprises redémarrent, la consommation est forte. Nous avons donc devant nous une perspective de redressement économique dynamique avec une France qui tire les autres économies de la zone euro.

Ces résultats économiques sont d'abord dus au travail de fond que nous avons engagé en début de quinquennat, notamment la baisse des impôts sur les ménages comme sur les entreprises, qui incite à consommer et à investir. Ils sont dû également à la vigueur du plan de relance que nous avons mis en place, dont 70 milliards d'euros seront engagés dès la fin de l'année 2021. Ils sont également dû, enfin, au plan d'investissements que nous avons commencé à déployer.

Il existe néanmoins des risques que je voudrais rappeler à cette tribune.

Le premier risque, chacun en a conscience, c'est le retour de la pandémie. Je voudrais une nouvelle fois appeler chacun au sens des responsabilités, à la vaccination, au rappel vaccinal, au respect des gestes barrières pour éviter que nous ayons à revivre en fin d'année 2021 ce que nous avons connu l'année dernière.

Je me souviens très bien de ces semaines de l'année dernière où nous étions tous confrontés à des fermetures de commerces, à des difficultés pour les artisans, pour les indépendants, pour les grands magasins, pour les grandes surfaces.

Je ne voudrais pas qu'à quelques semaines de Noël, alors que tous ces secteurs d'activité redémarrent remarquablement bien, que les restaurants embauchent, cherchent des emplois, que les commerces préparent les fêtes de Noël, nous ayons à nouveau une pandémie qui nous oblige à des restrictions et qui pèse sur la vie de nos compatriotes. Je crois que c'est aujourd'hui le risque principal. Il dépend de chacun d'entre nous et de notre sens des responsabilités.

Le deuxième risque qui pèse sur la croissance française, c'est évidemment le risque de pénurie de main-d'œuvre et de composants, notamment de composants électroniques et de semi-conducteurs. Vous m'en avez tous fait l'écho au cours des dernières semaines.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Cet ajustement prendra du temps, nous n'ajustons pas les problèmes de main d'œuvre du jour au lendemain.

Il prendra du temps en particulier sur les semi-conducteurs qui sont essentiels pour toute industrie, automobile comme aéronautique. La seule bonne réponse consiste dans une politique d'investissement de long terme pour que la France puisse disposer des semi-conducteurs dont elle a besoin pour son industrie, pour ses transports, pour ses télécommunications. C'est exactement ce que nous avons commencé à engager avec le plan France 2030. La question des semi-conducteurs est une question qui m'occupe au quotidien pour arriver à faire venir de nouveaux investissements en France.

Enfin, le troisième risque, celui dont on débat beaucoup, c'est celui de l'inflation. Je veux confirmer à cette tribune que notre évaluation est la suivante : l'inflation est temporaire. Cette inflation est tirée principalement par les prix de l'énergie. La véritable difficulté est moins la hausse des prix que la forte augmentation des prix spécifiques de l'énergie qui appelle une réponse forte et rapide comme celle que le Gouvernement a apportée.

Cette augmentation des prix de l'énergie, elle, s'inscrit sur plusieurs mois. D'abord parce que la demande est très dynamique en Chine, aux Etats-Unis et partout en Europe. Egalement parce que l'épuisement des ressources fossiles, le moindre financement de ces énergies, la transition vers des énergies renouvelables ou vers de l'énergie nucléaire est une affaire de mois et d'années, beaucoup plus qu'une affaire de semaines. Nous sommes donc confrontés à une augmentation durable des prix de l'énergie qui tire l'inflation, même si cette inflation elle-même, nous l'évaluons comme temporaire.

Le troisième point sur lequel je veux insister sur l'inflation lorsque je vois les craintes sur ce qui se passe aux Etats-Unis. Le modèle américain n'est pas le modèle européen. La politique monétaire, la politique budgétaire obéissent à une autre logique que les choix qui sont faits en Europe. Par conséquent, il n'y a pas à craindre de contagion automatique de l'augmentation de l'inflation des Etats-Unis vers l'Union européenne. En somme, mieux vaut une analyse lucide que d'exagérer la gravité de la situation. Mieux vaut garder son sang-froid sur ce sujet très sensible de l'inflation.

C'est ce qui nous a amené à apporter deux réponses spécifiques sur l'énergie et sur les ménages les plus modestes.

Sur l'énergie, le Premier ministre a annoncé le gel des prix du gaz et le plafonnement des prix d'électricité, qui est absolument vital puisque aujourd'hui, à l'heure où je vous parle, nous sommes confrontés à une augmentation des prix de l'électricité qui pourrait atteindre plus de 15 % fin janvier. Nous avons garanti aux Français que l'électricité n'augmenterait pas de plus de 4 % à la fin du mois de janvier, nous prendrons à notre charge la différence entre ces 4 % et l'augmentation automatique.

Je veux insister aussi, toujours sur cette question, de la réponse sur l'énergie, sur la nécessité de modifier en profondeur le marché européen de l'énergie. C'est un débat difficile, chacun connaît les positions de nos partenaires.

Enfin, je pense que personnes ici ne peut accepter que les prix de productions de l'électricité en France, qui sont modérés grâce aux choix énergétiques que nous avons faits depuis les années 60, soient directement impactés par l'augmentation des prix du gaz, et que le coût marginal d'augmentation d'une centrale à gaz dans l'est de l'Europe définisse le prix de l'électricité qui est produit dans une centrale nucléaire en France. C'est pourquoi je me bats, sur la décorrélation du prix du gaz et du prix de l'électricité produit en France. C'est pourquoi je me bats, pour l'indépendance énergétique française. Nous n'avons pas à dépendre des choix politiques ou économiques qui peuvent être faits par monsieur Poutine, qui livre, je le rappelle 40 % du gaz en Europe.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

La deuxième réponse, c'est la réponse ciblée sur les plus modestes, avec une indemnité inflation réservée à chaque personne ayant un revenu inférieur à 2 000 euros.

De ce point de vue, je tiens à dire que nous regrettons avec Olivier Dussopt, que vous ayez supprimé une mesure simple et rapide qui concerne 38 millions de personnes et qui permet d'apporter une protection contre l'augmentation des prix pour toute personne ayant un revenu inférieur à 2 000 euros.

Votre mesure de remplacement, que j'ai évidemment étudiée soigneusement, exclut les retraités et elle exclut les indépendants. Je considère donc qu'elle est moins juste et moins efficace. Par conséquent, la majorité rétablira en seconde lecture notre proposition initiale, d'indemnité inflation, pour chacun de nos compatriotes qui a un revenu inférieur à 2 000 euros, c'est la protection que nous devons à nos compatriotes face à l'augmentation des prix.

Je voudrais, pour terminer, m'intéresser quelques instants aux défis pour l'avenir qui vont aussi occuper nos débats sur le projet de loi de finances. Je vois trois sujets majeurs sur lesquels le projet de loi de finances s'engage, et qui doivent nous permettre de poursuivre sur la voie du redressement économique du pays, pour renouer avec des performances économiques du meilleur niveau et renouer, enfin, avec un plein emploi que nous n'avons pas connu depuis un demi-siècle dans notre pays.

Le premier défi, c'est évidemment la réduction du chômage et des inégalités.

Ce combat, nous commençons à le gagner. Mais la partie qui reste devant nous, c'est la partie la plus difficile parce que pour arriver enfin au plein emploi que beaucoup de nos partenaires européens et beaucoup de nos partenaires occidentaux connaissent, pour sortir d'un demi-siècle de chômage de masse qui a fragilisé la société française toute entière, il faut poursuivre dans la voie d'un certain nombre de politiques courageuses, difficiles et qui donnent des résultats.

Réformer l'assurance chômage lorsqu'il y a des propositions d'emploi qui se multiplient, lorsque nous avons créé 1 million d'emplois en 5 ans, 500 000 au cours des dernières années, c'est une question d'efficacité et de justice. Il est légitime de réformer l'assurance chômage, d'augmenter le nombre de mois de cotisation avant d'avoir accès à une indemnisation et d'être très strict sur le respect des règles.

Il y a des règles qui sont définies pour pouvoir bénéficier d'une indemnisation du chômage, il y a des offres d'emploi qui sont faites. On peut en refuser. Au bout d'un certain temps, si on refuse ces offres, si on ne respecte pas les règles, si on ne prend pas l'emploi, comme l'a indiqué le président de la République, il est juste de suspendre l'indemnisation du chômage.

Il faut également, en début de carrière professionnelle, multiplier les dispositifs qui permettent de développer l'apprentissage. Nous sommes en train de gagner cette bataille de l'apprentissage que beaucoup d'entre vous souhaitent voir livrée depuis des années. Nous sommes en train de devenir une grande nation d'apprentis.

L'apprentissage, nous le savons tous, c'est la meilleure voie d'entrée sur le marché du travail. C'est celle qui était employée par notre partenaire allemand avec efficacité. C'est celle que nous avons développée. Il faut poursuivre dans cette voie qui donne des résultats et sur laquelle, je tiens à le dire, toutes les entreprises, même les plus petites, jouent parfaitement le jeu.

Troisième instrument qu'il faut déployer, c'est celui d'une formation et d'une formation d'autant plus continue, d'autant plus appuyée que des secteurs entiers de notre économie sont confrontés à des transitions que nous n'avons pas connues depuis un siècle.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Le véhicule thermique est en train de basculer vers le véhicule électrique. L'industrie automobile connaît la révolution technologique et industrielle la plus importante depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle. Il va falloir accompagner des dizaines de milliers de salariés, leur permettre d'avoir une nouvelle formation, une nouvelle qualification.

Nous devons pouvoir dire à chaque ouvrier qui travaille aujourd'hui dans une fonderie et qui sait parfaitement que le volume de commandes va diminuer, parce qu'il y a quatre fois moins de pièces de fonte dans un moteur électrique que dans un moteur diesel ou essence, que nous allons lui donner une nouvelle formation. Nous allons l'accompagner vers un nouvel emploi et que de la fonderie où il travaillait il peut parfaitement trouver un emploi dans l'usine d'électrolyse et dans la gigafactory d'électrolyse que nous sommes en train d'ouvrir soit en Normandie, soit à Belfort, soit ailleurs.

L'accompagnement et la formation de chaque salarié confronté aux révolutions technologiques est un impératif absolu.

Enfin, pour gagner définitivement cette bataille du chômage, il faut évidemment engager une réforme des retraites de façon à ce que nous ayons un âge légal du départ à la retraite qui soit plus tardif, qui tienne compte de l'allongement de la durée de la vie et qui, par conséquent, incite chacun à travailler plus longtemps.

Le deuxième défi, c'est celui d'une économie décarbonée. Nous voulons devenir la première économie décarbonée au monde, la première grande économie mondiale à être totalement décarbonée, zéro émission de CO<sub>2</sub>. Cela suppose des investissements supplémentaires dans le nucléaire, l'ouverture de nouveaux réacteurs, comme l'a annoncé le président de la République, l'investissement dans des réacteurs de nouvelles générations, le financement d'installations pour l'hydrogène vert, c'est ce que nous avons déjà engagé.

Je veux souligner à quel point ce défi est difficile à relever et demande beaucoup de constance dans nos choix.

Prenez l'exemple d'*Ascoval*. *Ascoval* est une entreprise que nous avons sauvée dans le nord de la France. C'est une aciérie qui est confrontée aujourd'hui, alors qu'elle est parfaitement rentable, à une augmentation du prix des matières premières et une augmentation du prix de l'électricité.

Nous avons commencé à apporter une première réponse pour *Ascoval* à travers un amendement voté à l'Assemblée nationale pour toutes les entreprises fortement consommatrices d'énergie, qui prévoit une compensation financière pour l'augmentation des coûts de CO<sub>2</sub>. C'est 150 millions d'euros, dont une partie sera spécifiquement consacrée à *Ascoval* qui est confrontée aujourd'hui à cette augmentation des prix, puisqu'elle fonctionne avec un four électrique qui émet moins de CO<sub>2</sub>, mais qui est évidemment plus coûteux quand le prix d'électricité augmente. C'est la première réponse que nous apportons pour *Ascoval*.

La deuxième, c'est que les dirigeants de *Saarstahl* seront reçus ce soir par le cabinet de la ministre de l'Industrie. Ils se sont engagés à commander un volume minimum de rails au moment de la reprise de *Saarstahl*. Nous ferons respecter cet engagement de *Saarstahl* sur une commande minimale de rails, de façon à ce que l'entreprise *Ascoval* puisse continuer à fonctionner dans de bonnes conditions. Enfin, pour écarter toute ambiguïté sur le sujet, et surtout, toutes craintes et toute inquiétude des ouvriers et des salariés, une délocalisation d'*Ascoval* est totalement exclue.



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Le dernier défi, c'est évidemment celui des finances publiques.

Nous avons rétabli nos finances publiques dans les deux premières années du quinquennat. Nous avons ensuite engagé des dépenses massives pour protéger les salariés et les entreprises et l'Institut d'études politiques publiques vient de l'indiquer très clairement.

Il était moins coûteux de dépenser de l'argent pour protéger les salariés, éviter l'explosion du chômage, éviter les faillites de masse, plutôt que de laisser faire, avoir une crise économique, une crise sociale, et derrière des coûts absolument considérables, nous avons une dette de 115 % au moment où je vous parle. Elle aurait été, selon cet institut, de 126 %, si nous n'avions pas dépensé l'argent public pour protéger les salariés et les entreprises.

Nous continuerons de le faire car la réduction de la dette progressive et déterminée est un impératif pour la nation. Cela passe par de la croissance, cela passe par les réformes que j'ai indiquées assurance chômage et réforme des retraites, cela passe également par un budget adopté sous une forme pluriannuelle, de façon à avoir de la visibilité et un calendrier clair sur la réduction de cette dette.

Je vous remercie.